

# Pages de gauche

## Mensuel d'opinions socialistes

### ÉDITORIAL

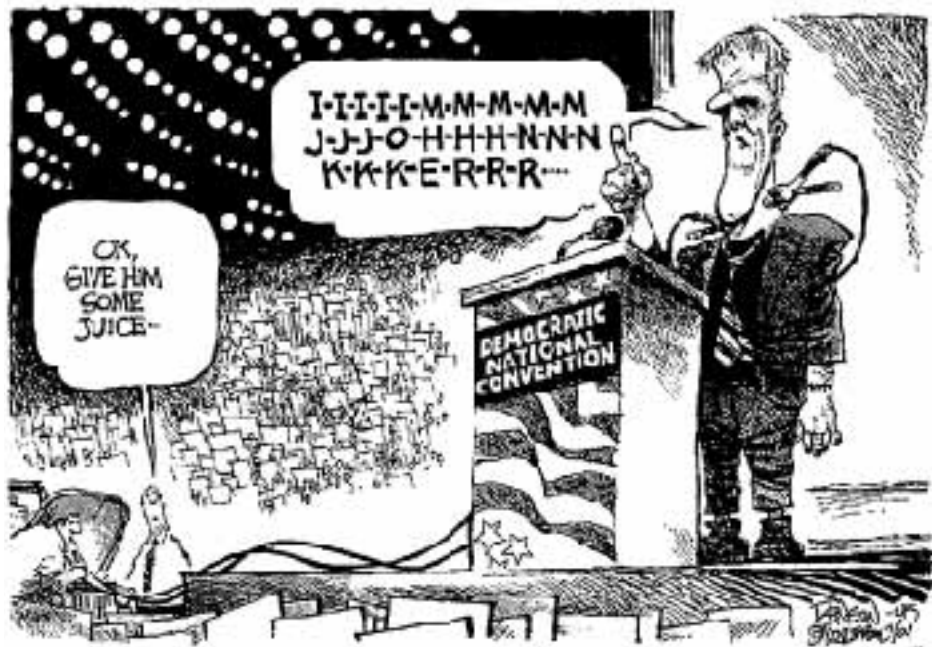
## Mutisme socialiste

L'évolution politique que connaît la Suisse est bien paradoxale. Sur le terrain de la démocratie directe, la gauche court de victoire en victoire: rejet de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS, du paquet fiscal, du nouveau tunnel du Gothard. Et d'après les premiers sondages, les Helvètes accepteraient d'introduire, enfin, un début d'assurance maternité et d'assouplir les conditions de naturalisation.

Or, dans le même temps, la majorité gouvernementale sous la direction de Christoph Blocher et du gardien de la tirelire fédérale, Hans-Rudolf Merz, agit comme si de rien n'était. Elle prévoit de nouvelles coupes drastiques dans les dépenses publiques, un «ambitieux» paquet fiscal et elle sème à tous vents son credo du «moins d'Etat». Réaction des représentant-e-s socialistes au Conseil fédéral: aucune.

Après avoir suggéré de supprimer la progressivité de l'impôt (*flat tax*), Hans-Rudolf Merz parle aujourd'hui ouvertement de privatiser Swisscom? Moritz Leuenberger, en charge du dossier, se drape dans un énigmatique silence philosophique. Christoph Blocher clame haut et fort un durcissement jamais inégalé en Europe de la politique d'asile et dénonce les accords de Schengen? Micheline Calmy-Rey laisse à peine transparaître au détour d'une phrase dans la presse romande qu'elle ne partage pas l'avis de son colistier.

Lors du débat au sein du parti socialiste sur l'opportunité de quitter le Conseil fédéral, les deux camarades-ministres avaient rejeté une telle idée et revendiqué que le PS fasse son travail sur le terrain pour leur permettre de gagner en poids au sein du collège gouvernemental. Le parti accomplit sa part du contrat. Leuenberger et Calmy-Rey, eux, se taisent. Allez savoir pourquoi. *Réd.*



«J-j-j-j-e s-s-s-s-suis J-j-j-o-h-h-h-n-n-n K-k-k-e-r-r-r...» «OK, donne-lui un peu de jus...»

### DOSSIER

## La gauche au pays du MacDo

Les Etats-Unis monopolisent l'actualité internationale: au Moyen-Orient, à l'Organisation mondiale du commerce ou à travers les films hollywoodiens... Aucune région de la planète n'échappe à l'influence de la seule superpuissance mondiale.

Paradoxe, la politique intérieure américaine reste *terra incognita* auprès du public européen; la gauche américaine est, en particulier, méconnue en Europe. Au cœur du pays d'accueil du capitalisme libéral triomphant, la gauche semble inscrite aux abonnés absents. Et pourtant, la gauche américaine, dans ses composantes politique, syndicale et associative, recèle une richesse considérable

dont beaucoup feraient bien de s'inspirer. Encore faut-il la voir.

Avec ce dossier sur la gauche américaine, *Pages de gauche* contribue à combler cette lacune. Un dossier sur l'histoire des luttes du mouvement ouvrier américain, sur l'évolution du mouvement syndical et sur l'état actuel de la gauche politique. Un dossier aussi pour parler renouveau: celui des mouvements alternatifs et de la contestation artistique, incarnée par celui qui se vante d'être le prototype de l'américain consommateur de Big Mac: Michael Moore.

> Suite du dossier en pages 5 à 12

# Prise sur le Fetz

Par *Nicolas Gachoud*.

En démocratie comme au restaurant, il vaut mieux ignorer ce qui se passe dans les cuisines pour garder l'appétit. Sans un tant soit peu de candeur (et de bonne volonté), vous ne sauriez avoir d'autre choix que l'abstention ou l'ascèse.

Car on a un bien joli pays: des veaux, des vaches, des moutons (beaucoup), et une furieuse habitude de croire qu'ici, l'argent n'est pas essentiel en politique, et que les politiques n'en ont pas besoin – ou si peu – pour se faire élire. Fi, donc, des lois, règlements, commissions ou autres décrets qui rythment et régulent la vie démocratique de nos voisins. Rappelez-vous: y'en a point comme nous! Il n'y a ici que la force de l'habitude – et une feinte naïveté – pour régir la désignation de nos brillants représentants.

L'affaire Fetz (Anita, fraîche conseillère aux Etats «SOC/BS»), c'est le mini-feuilleton d'été qui réunit ladite dame, le conseiller d'Etat soleurois Roberto Zanetti, un entrepreneur louche et quelques dizaines de milliers de francs. L'entrepreneur (louché, car dans la construction comme au restaurant, voyez plus haut) aurait donc versé des sommes importantes à Mme Fetz qui n'ont pas été déclarées (30'000 fr.), le tout via un financement boiteux – puisque découvert – cumulé à des intentions pas forcément désintéressées.

Les autres détails de l'histoire sont amusants, mais pour qui lit *Le Canard Enchaîné*, un tel amateurisme laisse pan-

tois au regard de nos voisins français. Néanmoins, le *Blick* a cru bon en donner quelques représentations dans son théâtre de papier sur l'air suivant: la socialiste ne vaut pas mieux que les autres (mais lesquels?), et en plus de prêcher pour des principes contraires aux coutumes helvétiques (transparence des comptes de campagne), elle ne se les applique pas. Tabac assuré, pour un camp du moins.

Madame Fetz a bien essayé fin juillet d'éviter un rappel en s'expliquant devant la presse, mais la qualité de la prestation (dans la veine «à l'insu de mon plein gré») nous eut certainement valu une nouvelle tournée, si une législation adéquate existait.

En conclusion, une certaine dérive «perso» semble briser parfois la dynamique des listes électorales. Les sites web personnels en sont un symptôme avancé (Mme Fetz, prévoyante, avait retenu trois noms de domaine: [www.lets-fetz.ch](http://www.lets-fetz.ch); [www.fetz.ch](http://www.fetz.ch); [www.anitafetz.ch](http://www.anitafetz.ch)), mais la source du problème reste les grandes disparités de moyens financiers – et humains – entre candidats à la recherche de fonds. Et dans ce cadre, la course aux «mécénats» reste l'art le plus délicat: dans le cas de Mme Fetz, cette somme – qui ne devait profiter qu'à elle seule – a ainsi fini par discréditer l'ensemble de son parti (qui possédait une courte longueur d'avance sur le sujet).

Cette affaire ne fait donc que repousser le débat. Et au vu de l'inflation des dépenses de campagne, rien ne dit que la gauche soit à l'abri d'une nouvelle tempête.

## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 39.–

Abonnement de soutien: Fr. 100.–

Contact par courrier ou à  
[info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch)  
[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

### Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne  
[info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch)

### Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

### Comité:

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

### Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

### Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

### Mise en page:

Christian Vullioud, Le Sentier.

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

## SOMMAIRE

- 1 Mutisme socialiste
- 2 **Prise sur le Fetz**
- 3 Une Suisse de plus en plus riche et inégalitaire
- 4 Le travail temporaire, ou comment tondre les travailleurs et voler les assurances sociales
- 5 à 12 Dossier:  
La gauche au pays du MacDo
- 13 L'implacable logique du non-droit en terre vaudoise
- 14 Guerre de succession à la Ville de Fribourg
- 14 Le Locle: quelques chantiers politiques en cours
- 15 Culture – Ils l'ont dit...
- 16 La dernière – Agenda



# Une Suisse de plus en plus riche et inégalitaire

*La progression des revenus des capitaux et l'augmentation de la fiscalité indirecte ont accentué les inégalités de revenus en Suisse durant la dernière décennie.*

Toutes les études récentes portant sur la croissance économique ou sur le partage des richesses se focalisent exclusivement sur le Produit intérieur brut (PIB), qui mesure l'ensemble des richesses produites en Suisse. Cependant, un tel indicateur évacue les revenus tirés des activités à l'étranger revenant en Suisse. Ainsi, pour mesurer les richesses d'un pays, il est plus pertinent de prendre en compte le Produit national brut (PNB). En Suisse, le PNB est généralement supérieur au PIB car le solde avec l'étranger est structurellement positif. Entre 1990 et 2000, le solde des revenus des capitaux de l'étranger a plus que doublé (de 19 à 44 milliards de francs). Ainsi, au cours des années 1990, le PNB a progressé plus vite que le PIB: en 2000, le PNB suisse dépassait de près de 10% le PIB. Les revenus des capitaux suisses à l'étranger se composent notamment des intérêts et des dividendes des placements effectués par des Suisses à l'étranger (obligations ou actions), des crédits des banques sur la scène internationale ou encore des revenus des entreprises tirés de leurs investissements à l'étranger.

## SALAIRES EN ÉROSION

Il n'est dès lors pas surprenant que la part de la rémunération des salariés par rapport au PNB a régulièrement diminué au cours des années 1990. Entre 1992 et 2000, la part des salaires dans le PNB n'a cessé de s'éroder; au total, cette proportion a diminué de près de 4% en huit ans (de 59.2% à 55.4%), ce qui représente une baisse considérable. A partir de 2001, la tendance semble s'inverser quelques peu.

## FISCALITÉ INDIRECTE EN HAUSSE

En Suisse, on assiste en outre à une progression des

inégalités, qui s'explique en grande partie par la progression de la taxation indirecte. Alors que les salaires bruts réels ont stagné durant les quinze dernières années, les revenus disponibles (revenus brut moins charges obligatoires) des ménages modestes ont diminué. C'est l'un des principaux résultats de la récente étude du bureau Ecoplan sur la «Répartition de la richesse en Suisse», parue en juin dernier.

En effet, les années 1990 ont été marquées par une forte progression des taxes indirectes et des dépenses obligatoires: introduction de la TVA, majoration de diverses taxes à l'échelon fédéral, cantonal et communal, augmentation des cotisations sociales, en particulier des primes d'assurance maladie ainsi que progression des loyers. Cette politique, qui pèse de manière uniforme sur l'ensemble des salariés a contribué à réduire le pouvoir d'achat des revenus modestes. En même temps, les diminutions des différents droits de timbre portant sur l'émission et la négociation des actions, la réforme de la fiscalité des entreprises

ainsi que l'introduction de la TVA ont allégé les charges pesant sur les entreprises - surtout celles tournées vers l'exportation - et sur les milieux financiers; de même, les charges fiscales pesant sur les revenus élevés et les grosses fortunes ont stagné.

Selon l'étude Ecoplan, entre 1990 et 1998, le revenu disponible des 25% des ménages les plus modestes a diminué de 10 à 15%; celui des 10% les plus riches a progressé de 12%. Par contre, entre 1998 et 2001, années de croissance économique, les revenus des personnes les plus modestes ont progressé plus rapidement que ceux des plus fortunées. Au final, sur l'ensemble de la période (1990-2001), seul les 10% des ménages les plus riches ont vu leur «revenu disponible» progresser (de 0.7% par année); en revanche, pour toutes les autres catégories de revenus, il a stagné ou baissé.

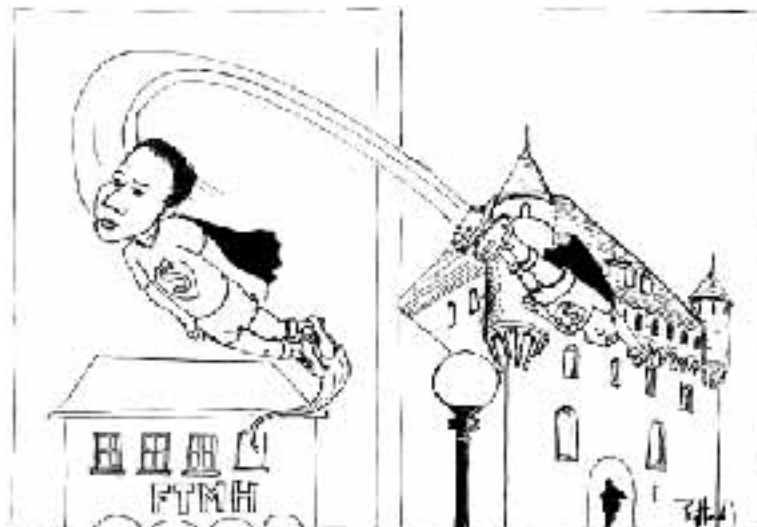
## PLUS DE JUSTICE FISCALE

Dans le contexte d'un capitalisme mondialisé, la tendance générale consiste à réduire les

charges fiscales portant sur les contribuables mobiles (entreprises, instituts financiers et grosses fortunes notamment), qui peuvent facilement se déplacer ou déplacer leurs activités sur l'ensemble de la planète, et à reporter les charges sur les taxes indirectes et sur les cotisations sociales, ce qui pèse lourdement sur la consommation des ménages. La Suisse a très largement suivi cette logique; et pourtant, en matière fiscale, des réformes, telles que l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions, d'une taxe sur les gains en capitaux, la suppression des avantages fiscaux liés au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pilier, qui profitent avant tout aux milieux aisés ou encore une lutte sérieuse contre la fraude fiscale permettraient de contrecarrer l'augmentation des disparités de revenus et à rétablir la situation des finances publiques, sans péjorer l'activité économique. Ce n'est en tout cas pas en voulant supprimer la progressivité de l'impôt comme le préconise Hans-Rudolf Merz qu'on y remédiera, bien au contraire...

André Mach

PIERRE-YVES MAILLARD CANDIDAT AU CONSEIL D'ÉTAT VAUDOIS



# Le travail temporaire, ou comment tondre les travailleurs et voler les assurances sociales

*Les pratiques d'embauche de nombreuses entreprises de travail intérimaire sont scandaleuses. En effet, l'expansion du marché du travail temporaire s'accompagne de violations ouvertes du droit du travail et pratiques sociales illégales.*

Le patronat et leurs porte-voix politiques se sont fait une spécialité de pratiquer le double langage avec une constance qui laisse pantois. Ainsi, chaque proposition d'améliorer par la législation la protection sociale des salariés se voit opposer la voie de la convention collective de travail (CCT) et du partenariat social, tout en faisant dans le même temps tout pour échapper à ces accords sectoriels. L'hôtellerie ou la Migros, par exemple ne veulent plus de CCT. Selon l'Union syndicale suisse (USS), seuls 37 % des salariés en Suisse sont au bénéfice d'une CCT. L'explosion du travail temporaire, ces dernières années, démontre la volonté des employeurs de rechercher à échapper à toute responsabilité sociale, en précarisant de plus en plus le travail salarié. D'abord les chiffres: entre 1992 et 2002, les heures de travail accomplies pour des entreprises de travail temporaire ont passé d'environ 32 millions à 83,4 millions (voir tableau ci-dessous). Cette pro-

gression du travail temporaire semble être un marché lucratif puisque durant la même période, le nombre d'agences de location de services et placement est passé de 1551 à 3365. Du côté des clients de ces agences, certaines entreprises de l'industrie vaudoise emploient jusqu'à 40 % de leurs salariés en temporaire.

## VIOLATION DU DROIT DU TRAVAIL

Les principaux reproches faits aux entreprises de travail temporaire concernent le non respect des salaires minimaux et des CCT, leur refus du contrôle des conditions de travail par les commissions paritaires. Ces travailleurs, souvent recrutés à l'étranger et venant en Suisse avec un permis provisoire L, ne peuvent pratiquement jamais obtenir des droits qui sont fonction ou se rapportent aux années de fidélité au service de l'entreprise. Outre de payer des salaires souvent inférieurs aux salaires minimaux en vigueur, ces emplois permettent aux

employeurs de diminuer de manière significative les charges sociales. Ainsi les salaires sont souvent payés en partie sous forme de dédommagements pour frais de déplacement ou de repas pouvant aller jusqu'à 10 francs par heure. Par ailleurs, des travailleurs ayant uniquement travaillé pour des entreprises de travail temporaire se retrouvent à 35 ans sans aucun capital de deuxième pilier. En effet, les cotisations à celui-ci ne sont pas obligatoires durant les trois premiers mois d'une mission temporaire si l'employé ne le demande pas. Evidemment, après trois mois, le contrat change... Ce sont ainsi des sommes considérables qui échappent aux assurances sociales et aux impôts, sans compter les heures payées au noir. Mais à écouter les partis de droite, Economiesuisse et leurs lobbyistes, la crise des assurances sociales doit tout à la démographie et aux «fraudeurs» bénéficiaires de rentes ou d'indemnités.

## LES GRANDS COMME LES PETITS

La plus grande des entreprises de placement, Adecco, a connu un début d'année un peu tumultueux avec le report de la publication de ses comptes 2003 et des problèmes avec la justice américaine; cela ne l'a quand même pas empêché de remporter de nouveaux contrats. Tout a été fait pour que les affaires reprennent leur cours normal. Lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue en juin dernier à Lausanne et qui a vu arriver à la tête du conseil d'administration Klaus Jacobs et Philippe Foriel-Destezet, seul le représentant de la Fondation Ethos n'a pas accordé la décharge au conseil d'administration. Remarquons au passage que ce qui est étonnant, ce n'est pas que la Fondation Ethos – qui représentait quatre-vingt cinq caisses de pension – refuse cette décharge, mais qu'elle soit actionnaire d'une entreprise dont une des fonctions principale est de mettre à disposition des employeurs des salariés qui échappent au deuxième pilier! Rappelons au passage un des principes de la Fondation genevoise: «La Fondation Ethos adopte une gestion de fortune intégrée qui sensibilise les entreprises à leur responsabilité sociale [...]».

Cet épisode montre bien le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons: la plupart de nos institutions de protection sociale sont conçues pour des emplois stables que les employeurs ont tout avantage à supprimer pour le profit de leur investisseurs, fusent-ils les caisses de pension alimentées par les économies des travailleurs eux-mêmes.

Philippe Mivelaz

## QUELQUES STATISTIQUES UTILES

Année	Agences de placement	Agences de location de services	Agences mixtes	Total des agences	Heures de travail accomplies pour des entreprises de travail temporaire	Engagements à des fins de location de services	Placements enregistrés
1992	1'214	49	288	1'551	31'958'351	68'020	112'256
1993	1'100	150	430	1'900	28'437'592	71'054	128'942
1994	1'028	201	489	1'966	38'376'076	90'627	137'618
1995	995	207	547	2'047	44'635'913	104'157	143'420
1996	1'034	204	593	2'138	42'703'790	99'210	138'662
1997	1'092	201	588	2'196	51'875'287	122'583	150'529
1998	1'180	198	644	2'349	66'606'352	142'154	158'245
1999	1'251	217	690	2'486	76'550'776	169'814	173'536
2000	1'320	237	760	2'646	84'788'276	204'612	181'015
2001	1'568	357	879	3'137	85'479'147	186'503	178'189
2002	1'688	456	890	3'365	83'422'934	172'724	152'683



DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# La gauche dans la gueule du loup

A travers les lorgnettes de la presse européenne – de droite, du centre et trop souvent aussi de gauche – les Etats-Unis apparaissent avant tout sous leurs aspects les plus détestables: impérialisme militaire, volonté de contrôle hégémonique de la planète, accroissement des inégalités sociales à l'intérieur du pays et univers policier et carcéral en pleine expansion. Une réalité incontestable mais partielle. Car, depuis toujours, la contestation de l'empire ne se limite pas seulement à sa périphérie, elle naît en son sein même.

## L'«EMPIRE DU MAL»

A l'intérieur du pays, les inégalités sociales ne cessent de se creuser. Au cours des vingt dernières années, les Etats-Unis ont connu une détérioration sans pareil de la répartition des revenus et de la fortune. Une évolution accompagnée d'une précarisation du monde du travail et de la remise en cause en profondeur des politiques sociales. Sur toutes ces questions, les chiffres sont impressionnants. Pour n'en citer qu'un, souligné par l'économiste Paul Krugman: entre 1973 et 2000, le revenu moyen réel des 90% des contribuables américains a diminué de 7%, celui des 1% les plus riches a progressé de 148% et celui des 0,1% de 343% (*The Nation*, janvier 2004).

Sur le plan extérieur, la liste des manifestations affichées et assumées de l'impérialisme américain est longue: guerre en Irak, interventions en Afghanistan, en Haïti et en Somalie, plan Colombie. A l'ombre des *marines* avancent les investisseurs US. Leurs collègues européens dont les intérêts financiers et économiques sont identiques les suivent au pas mais préfèrent prendre la posture de l'innocence.

## DES FORCES PROGRESSISTES EN RENOUVEAU

Ne retenir que cette dimension des Etats-Unis, c'est occulter l'existence d'une grande richesse qui connaît un renouveau important. Au cours des dernières années, elle a mené une série de luttes syndicales et sociales de grande envergure. Souvenons-nous de la longue grève des *dockers* de la côté ouest et des récentes mobilisations contre la précarité des conditions de travail dans le secteur de la vente. Rappelons-nous également, et ce n'est pas un hasard, que c'est à Seattle, fin 1999, que le mouvement altermondialiste a symboliquement vu le jour. Le rôle des syndicats américains avait alors été central.



«Tut, tut, tut... Pas de guerre des classes!»

Lors de l'éclatement de la deuxième guerre contre l'Irak, les militant-e-s de gauche sont descendu-e-s en masse dans les rues des grandes villes malgré la chape de plomb que les néoconservateurs ont imposée au pays après les attentats du 11 septembre 2001. De leur côté, les succès des récents films de Michael Moore sont aussi révélateurs d'un renouveau de la critique sociale. De même, lors des primaires démocrates, le candidat Howard Dean a sorti de leur torpeur les rangs démocrates et connu une ascension importante avec un discours marqué à gauche et une critique frontale de l'administration Bush.

## UNE RÉFÉRENCE INCONTOURNABLE

L'existence d'un mouvement contestataire politique, syndical et social fort aux Etats-Unis a des répercussions qui vont bien au-delà de ses frontières et ont un impact pour le reste de la planète. Rejeter de façon absolue et irréfléchie «les Etats-Unis», c'est faire abstraction des rapports de force sur le plan intérieur, même si ces derniers restent encore peu favorables à la gauche à l'heure actuelle. Car le renforcement des secteurs progressistes est un signal positif pour tout le mouvement socialiste.

André Mach et Philipp Müller

### Les USA: une terre de contestation?

«Aucune autre ville n'a jamais été aussi près d'être dirigée par un soviétique ouvrier, comme on l'appellerait de nos jours, que Saint-Louis, (Missouri)...»

6

### D'un populisme à l'autre: la montée du «populisme de marché»

Le parti démocrate n'a jamais été un parti de classe, émanant du mouvement ouvrier organisé...

7

### Début d'un nouveau cycle pour le syndicalisme américain?

Le mouvement syndical américain est constitué essentiellement par l'American Federation of Labor...

8

### Où vont les démocrates?

Par rapport à quatre ans en arrière, le Parti Démocrate se présente à l'électorat de manière plus compacte. On a pu le constater lors de la Convention de Boston...

9

### Informers, contester, agir: les mouvements alternatifs américains

Le 30-N 1999 est devenu une référence incontournable pour le mouvement altermondialiste...

10

### Moore, Springsteen et l'Amérique populaire

«Des hommes qui marchent le long des rails...»  
Moore le pamphlétaire  
Michael Moore est gros, barbu, mal léché...

11

### «Si Dieu avait voulu que nous votions, il nous aurait donné des candidats.»

Les élections présidentielles américaines de 2000 opposaient le vice-président de Clinton...

12

DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# Les USA: une terre de contestation?

*La répression et la fabrication de boucs émissaires par la classe dirigeante ont neutralisé des mouvements de contestation aux Etats-Unis d'une ampleur rarement égalée en Europe.*

«Aucune autre ville n'a jamais été aussi près d'être dirigée par un soviet ouvrier, comme on l'appellerait de nos jours, que Saint-Louis, (Missouri) en 1877». Une phrase pour résumer la grève du rail en 1877, ses cent mille grévistes et ses 120'000 kilomètres de voies bloquées. Un constat d'un historien cité par H. Zinn dans son *Histoire populaire des Etats-Unis*, pour désormais ne plus accoler aux USA l'image d'un pays champion de l'ultra-libéralisme dépourvu de toute opposition de gauche. Des mouvements de contestation y ont existé (et y existent encore), des mouvements d'une radicalité peu commune en Europe. Face à eux, des élites dirigeantes qui ont su établir des mécanismes pour leur résister.

## CONFRONTATIONS SOCIALES

En effet, la grève générale de 1877 n'est qu'un épisode d'une longue liste de violents conflits du travail qui secouèrent le «pays de la libre entreprise» durant le XIX<sup>e</sup>, puis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Au cours des années 1900, les conflits sociaux se multiplient d'ailleurs. En 1904, trois

ans après la formation d'un nouveau parti socialiste américain, le nombre de grèves atteint ainsi le chiffre de 4000 par an – contre 1000 au cours de la décennie précédente. Mais durant la crise des années trente, les tensions sociales culminent. Manifestations, grèves et occupations d'usines gagnent une ampleur uniquement égalée en Europe par le mouvement de juin 1936 en France. En 1934, ce ne sont pas moins de 421'000 ouvrières et ouvriers du textile qui sont en grève. Une grève perdue, mais en 1936 et 1937, 2 millions de travailleurs sont cette fois-ci en grève. Des syndicats se construisent à travers ces luttes et se prolongent par des mouvements de résistance civile – par exemple aux expulsions de chômeurs de leurs logements – ce qui témoigne d'une organisation politique de plus en plus solide de la classe ouvrière.

Dans les années 1960, c'est au tour des mouvements pour l'abolition de la ségrégation de rassembler des millions de personnes. L'opposition à la guerre du Vietnam culmine en 1968, dans une remise en cause

violente de la société américaine. Le 12 juin 1982, un million de gens manifestent à Central Park contre la poursuite de la course aux armements durant l'une des plus grandes manifestations de l'histoire des USA. Printemps 2003, les manifestations contre la guerre en Irak essaient dans tout le pays. Des exemples qui témoignent de la vigueur des mouvements de contestation aux USA mais qui suscitent une question: pourquoi ceux-ci ont-ils échoué dans leur projet de remise en cause de la société américaine?

## RÉPRESSION ET INTÉGRATION

D'abord à cause de la violence de la répression. Le bilan de la grève de 1877 est parlant: un millier de personnes emprisonnées et une centaine d'autres mortes, abattues par la garde nationale ou l'armée intervenue avec des mitrailleuses. Tout au long de son histoire, et jusque dans les années 1970, le mouvement syndical, et d'autres mouvements contestataires tels que celui pour l'égalité des Noirs, ont dû faire face à une répression violente de la part de la garde nationale, de la police et des milices privées. Ainsi, au printemps 1970, la police intervint sur un campus à Jackson (Mississippi) pour mater des étudiants noirs. Un tir de barrage de 28 secondes sur le dortoir des filles plus tard et l'on découvrit le corps de deux étudiants noirs tués. Le juge responsable du procès déclara «que les étudiants qui se livraient à des désordres publics devaient s'attendre à être blessés, voire tués». Bien sûr, la répression pouvait aussi prendre des formes plus sophistiquées, comme durant les «chasses aux sorcières» de 1918 et des années 1950 qui devaient briser partis et syndicats de gauche. Quant aux

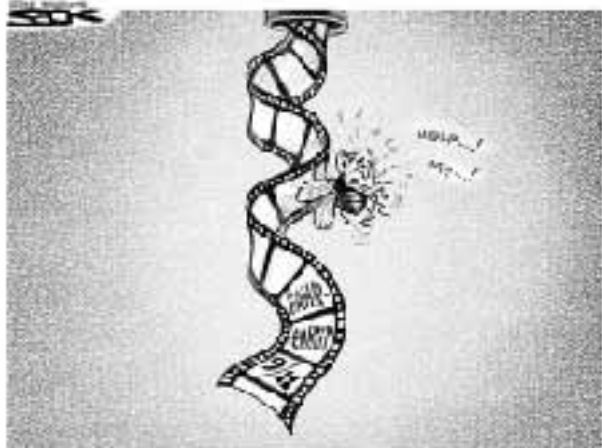
entreprises, elles hésitaient assez peu avant de renvoyer des militants syndicaux, effet d'intimidation oblige.

La force du système politique bipartite, capable d'intégrer et de récupérer la plupart des mouvements syndicaux et d'opposition, n'est pas étrangère à la neutralisation de la contestation. Surtout, la classe dominante a toujours su fabriquer des boucs émissaires rendus responsables des maux de la société américaine: le racisme – dresser les blancs pauvres contre les noirs pauvres – ou le recours à l'ennemi extérieur – les indiens, les communistes, ou aujourd'hui les islamistes – en sont des exemples frappants. Cette élite a su utiliser la petite bourgeoisie blanche toujours menacée de déclassement social comme un rempart contre toutes les contestations des couches inférieures de la société. Elle est parvenue, sous l'effet de la concentration des médias, à diriger la colère des citoyens contre des groupes sans défense, et à effrayer la population en la menaçant de «monstres tous plus imaginaires les uns que les autres», comme le remarquait déjà un journaliste dans les années 1920. Le ministre de la justice de Truman déclarait ainsi en 1950: «Il y a aujourd'hui en Amérique beaucoup de communistes. Ils sont partout. Dans les usines, dans les bureaux, dans les boucheries, aux carrefours, dans le milieu des affaires. Et chacun d'entre eux porte en lui, en germe, la mort de notre société».

Olivier Longchamp

**Howard Zinn, Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours, Marseille, Agone, 2002.**

«Aidez-moi...!»



## DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# D'un populisme à l'autre: la montée du «populisme de marché»

*Sans base ouvrière forte, le parti démocrate s'est pourtant appuyé sur le mouvement populiste dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle.*

Le parti démocrate n'a jamais été un parti de classe, émanant du mouvement ouvrier organisé comme certains partis socialistes ou sociaux-démocrates européens. Cependant, il s'est fortement appuyé sur le «mouvement populiste américain» à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Constitué en Parti du peuple (ou parti populiste), comme alternative aux partis démocrate et républicain, ce mouvement recrute principalement dans les milieux paysans des Etats du Sud. Il représente une révolte contre la concentration du pouvoir économique et les intérêts privés et revendique notamment la nationalisation des chemins de fer et l'introduction d'un impôt sur la fortune. A certains égards, le mouvement populiste a été l'expression américaine de la division en classes sociales et a exprimé la critique du pouvoir capitaliste. Des alliances avec les ouvriers des centres industriels tentent certes d'être établies mais ces collaborations restent assez ponctuelles et peu durables. D'autre part, le mouvement populiste garde des éléments racistes dans son programme.

Par la suite, le mouvement populiste a très largement constitué l'assise électorale du parti démocrate dans les Etats du Sud auprès des classes ouvrières et moyennes de race blanche. Par ailleurs, les thématiques centrales du mouvement populiste sur la critique du pouvoir capitaliste seront très largement reprises par les Démocrates, notamment à l'époque des années 1930 et du New Deal mis en place par Franklin Roosevelt, qui tient un discours marqué à gauche: «*La mesure de notre progrès n'est pas notre capacité à accroître la richesse de ceux qui ont beaucoup, mais de procurer assez à ceux qui ont peu*». Toutefois, cette configuration se modifie profondément par la suite...

«*Vétéran de la Guerre du Vietnam, intransigeant sur la sécurité, coupes fiscales, pas de déficit, bla, bla, bla...*»



## LE TOURNANT DES ANNÉES 1960-70

A partir des années 1960, le parti démocrate va subir une forte érosion électorale, qui le laissera minoritaire sur le plan national dès les années 1970. C'est qu'une forte proportion de l'électorat blanc du Sud va progressivement abandonner le «parti de l'âne» et soutenir le parti républicain, «parti de l'éléphant». En outre, les contestations de la guerre du Vietnam et les luttes contre les discriminations des Noirs, soutenues par les milieux progressistes proches du parti démocrate durant les années 1960, vont progressivement effrayer une partie de l'électorat blanc des classes moyennes du Sud, qui aura de plus en plus de peine à se reconnaître dans ce parti.

Parallèlement, le parti républicain, reprenant les thématiques du mouvement populiste du début du siècle, se met à critiquer directement l'«establishment libéral» de la côte Est, en stigmatisant le pouvoir croissant du gouvernement central et le pouvoir corrompu des syndicats, qui représentent, à leurs yeux, une nouvelle concentration du pouvoir aux mains des Démocrates. Cette nouvelle rhétorique populiste se focalise sur la critique du pouvoir politique et consacre la

libre entreprise et le retrait de l'Etat comme seuls garants de la réussite individuelle. D'autre part, ce volet ultra-libéral sur le plan économique s'accompagne également d'une rhétorique conservatrice sur le plan des valeurs (en matière d'avortement, de la famille notamment) qui permet de rallier une partie de l'électorat traditionnel, désécurisé par les mouvements d'émancipation estudiantins de la fin des années 1960.

Ronald Reagan, auteur de la fameuse phrase «*Je n'ai pas abandonné le parti démocrate, c'est lui qui m'a abandonné*», incarne à merveille cette évolution d'une partie de l'électorat démocrate. Après avoir été membre du parti démocrate et syndicaliste défendant les intérêts des acteurs, Reagan a évolué vers le parti républicain, en reprenant à son compte une rhétorique «anti-impôt» et anti-Etat.

## DÉMOCRATES À LA REMORQUE DES RÉPUBLICAINS

Pris entre «deux chaises» – d'un côté, un électorat blanc traditionnel de plus en plus séduit par les Républicains et de l'autre les mouvements de contestation des campus universitaires contre la guerre du Vietnam – le parti démocrate peine à

se trouver un profil clair à partir des années 1970. Enfin, sous l'effet du coût croissant des campagnes électorales, on assiste à une dérive droite du parti démocrate, contraint de donner des gages aux milieux économiques pour bénéficier de leurs soutiens financiers. Les Démocrates se distancient ainsi progressivement des syndicats. Depuis les années 1970, les seuls démocrates à avoir accédé à la présidence, Jimmy Carter et Bill Clinton, proviennent des Etats du Sud et ont un profil plus marqué à droite que leurs prédécesseurs, non seulement en ce qui concerne les questions sociales et économiques, mais aussi sur le terrain des valeurs.

Ainsi, depuis plus de trente ans, le parti républicain a réussi à imposer une rhétorique anti-étatique, anti-impôt et valorisant le marché, sur laquelle le parti démocrate s'est de plus en plus aligné.

André Mach

*Lire à ce sujet: Thomas Frank (2003). Le marché de droit divin. Capitalisme sauvage et populisme de marché. Marseille: Agone, ainsi que Serge Halimi (2004). Le grand bond en arrière. Paris: Fayard.*



DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# Début d'un nouveau cycle pour le syndicalisme américain ?

*Faisant face au gouvernement réactionnaire de George W. Bush, le mouvement syndical cherche à se donner une nouvelle perspective de combat. Repères pour une meilleure compréhension d'une composante clef de la gauche américaine.*

Par Dan Gallin.

Le mouvement syndical américain est constitué essentiellement par l'American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), unique organisation faitière, avec 13 millions de membres dans 60 organisations affiliées, très diverses: fédérations d'industrie, fédérations interprofessionnelles, syndicats de métier, dans toutes les branches d'activité.

L'AFL-CIO a une solide implantation locale par les conseils de coordination de ses membres au niveau des villes et des Etats fédéraux. C'est surtout par ces structures qu'elle agit au niveau de l'action citoyenne, et qu'elle exerce son influence politique.

Comme partout ailleurs, ce mouvement s'est construit à travers des luttes. Plus qu'ailleurs, elles ont eu à faire face à une répression violente, par l'armée, la police et les milices privées du patronat. Encore en 1973, les mineurs de charbon de Harlan County font grève pendant une année; il y a des batailles rangées entre syndicalistes armés et police. En Europe, la grève des mineurs anglais de 1984-1985 sous Thatcher est la seule qui rappelle cette intensité dans le conflit de classe.

## A L'ORIGINE DU SYNDICALISME US

Les Etats-Unis se sont faits par l'immigration, le mouvement ouvrier aussi. Les travailleurs européens, et plus tard latino-américains, chassés de leurs pays par la pauvreté ou la répression, ont apporté leur héritage politique au «nouveau monde». Ils – républicains irlandais, socialistes allemands et juifs

de Pologne et de Russie, Polonais, Hongrois, Roumains, Tchèques et Slovaques, Croates et Serbes, Lettons et Lithuaniens, anarchistes et socialistes italiens, Scandinaves et Finlandais, plus tard les Noirs montant du Sud vers les grandes villes industrielles, ensuite Porto-Ricains, Mexicains et autres Latino-Américains – ont créé et façonné le mouvement. Les identités et les traditions nationales et raciales comptent, encore aujourd'hui.

Les premiers syndicats apparaissent, comme en Europe, au début du 19<sup>e</sup> siècle; plusieurs tentatives pour former des fédérations nationales, à partir des années 1860, aboutirent, en 1886, à la création de la Fédération américaine du Travail (American Federation of Labor – AFofL), composée essentiellement de syndicats de métier. Sur le plan politique, l'AFofL adopte une politique non-partisane résumée dans le mot d'ordre «combattre les ennemis du syndicalisme, récompenser ses amis». En pratique, cela signifiait et signifie encore que le mouvement syndical renonçait à présenter des candidats ouvriers aux élections, mais soutiendrait les candidats des partis dominants qui favorisaient les intérêts du monde du travail.

Cette politique fut combattue par les socialistes du Socialist Labor Party (qui essayèrent, sans succès, de former une fédération syndicale socialiste) et ceux du Socialist Party (qui organisèrent une tendance socialiste dans l'AFofL). A partir de 1905, des socialistes et des anarcho-syndicalistes créent une organisation syndicaliste révolutionnaire, les Industrial Workers of the World (IWW) qui existe encore à l'état de vestige (à peu près 100

membres et un excellent site internet: [www.iww.org](http://www.iww.org).)

## LE TOURNANT DE LA GRANDE DÉPRESSION

A partir des années 1920, le syndicalisme de l'AFofL décline, malgré un répit pendant les années de guerre. Entre 1920 et 1932, les effectifs syndicaux tombent de 5 à 3 millions.

Le renouveau syndical commence en 1934, avec la grève générale de Minneapolis, menée par le syndicat des camionneurs à direction trotskyste, celle de San Francisco, menée par les dockers, à direction communiste, et les grandes grèves du textile au Sud. La nouvelle vague syndicale est aidée par la législation progressiste de l'administration Roosevelt, élu président en 1932: pour la première fois, les droits syndicaux sont garantis. En 1936 et 1937 une vague de grèves et d'occupations d'usine donna naissance aux grands syndicats d'industrie et, en 1938, à une nouvelle centrale, le Congress of Industrial Organizations (CIO), qui devint la principale organisation syndicale faitière avec cinq millions de membres en 1941.

Le CIO et l'AFofL fusionnèrent en 1955 pour donner naissance à l'AFL-CIO actuelle mais, loin d'annoncer un essor syndical, cette fusion introduit une nouvelle période de déclin. La législation du «New Deal» de l'époque Roosevelt est affaiblie par étapes, et les droits syndicaux de nouveau mis en question. La proportion de travailleurs syndiqués, qui était de 35% à la fin de la guerre, chute à 13% dans les années 1990 (9% dans le secteur privé). Les années 1960-70 sont aussi les années où l'AFL-CIO se laisse utiliser comme un instrument de la guerre froide, avec des

effets néfastes sur le mouvement syndical international.

## DÉFIS ACTUELS

Le sursaut vient au congrès de l'AFL-CIO de 1995, où la direction entière est congédiée, et une nouvelle équipe élue sur un programme combatif de relance de l'organisation. La nouvelle direction met également fin à toute collaboration avec le gouvernement et met à la retraite les cadres les plus compromis dans cette collaboration. La crise du syndicalisme dans le monde industrialisé n'a pas épargné le syndicalisme américain. S'y ajoute un facteur particulier: depuis l'élection de Reagan à la présidence en 1981, les syndicats ont eu à faire face à des gouvernements favorisant systématiquement le patronat. L'intermède Clinton a allégé la pression mais avec Bush junior, ils ont affaire au gouvernement le plus réactionnaire et le plus anti-syndical depuis les années 1920.

Aujourd'hui, les syndicats sont au creux de la vague. De nouvelles oppositions sont en train de se former dans l'AFL-CIO. Une victoire de Kerry-Edwards aux prochaines élections, en elle-même, ne résoudra pas leurs problèmes, mais un nouveau mouvement de masse, venu des profondeurs de l'organisation, comme le IWW et le CIO en leur temps, est possible. La vieille sagesse syndicaliste reste valable: au-delà des manœuvres politiciennes, gardons confiance en la classe ouvrière américaine.

### Sites internet utiles:

**AFL-CIO:** [www.aflcio.org](http://www.aflcio.org)

**Labor Notes:**

[www.labornotes.org](http://www.labornotes.org)

**Association for Union**

**Democracy (AUD):**

[www.uniondemocracy.org](http://www.uniondemocracy.org)



## DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

## Où vont les démocrates?

Entretien avec Anna Luisa Ferro Mäder, journaliste libre travaillant aux Etats-Unis depuis quatre ans, collaboratrice à L'Événement syndical et à Area.

Michael Moore, personnalité incontournable en ces périodes électorales, auteur du film *Fahrenheit 9/11*, a affirmé lors de la Convention démocrate à Boston, que le parti démocrate avait changé, qu'il n'était pas le même qu'il y a quatre ans. Est-ce vrai?

Par rapport à quatre ans en arrière, le Parti Démocrate se présente à l'électorat de manière plus compacte. On a pu le constater lors de la Convention de Boston, durant laquelle les candidats aux Primaires sont montés sur le podium pour manifester leur soutien à John Kerry, qui a choisi comme vice-président John Edwards, un homme du Sud, fier de ses origines prolétaires et qui incarne ce modèle de réussite qui plaît tant aux Américains. A Boston, il ne manquait pas de dissidents. On pouvait lire sur les t-shirts de quelques délégués «Don't make me vote for Nader» (ne me faites pas voter pour Nader). Au cours de la Convention, le parti a tenté, souvent avec succès, de les convaincre de voter pour Kerry, dans la mesure où il s'agit du seul moyen pour renvoyer George W. Bush chez lui.

Quels sont les thèmes de campagne de J. Kerry et de J. Edwards?

Il y a essentiellement deux thèmes de campagne dominants: la guerre en Irak et les perspectives économiques. Par rapport à Bush, Kerry promet aux électeurs plus de «social», par exemple une meilleure couverture de santé pour les classes les plus défavorisées (aujourd'hui, plus de quarante millions d'Américains n'ont aucune assurance maladie) et une meilleure école, mais aussi de plus grands investissements dans le secteur des énergies renouvelables, un sujet quasiment laissé de côté par Bush, mais qui pourrait relancer l'économie américaine. Dans son discours à la convention, Kerry

«Laissez-moi encore vous expliquer comment ceci ne compromettra pas vos chances...»

a avant tout cherché à mieux se faire connaître auprès de l'Américain moyen, qui souvent ne le connaît qu'à travers les spots publicitaires négatifs payés par Bush et qui visent à discréditer son adversaire démocrate.

Y a-t-il des courants plus à gauche au sein du parti démocrate?

Durant les Primaires, l'ancien gouverneur du Vermont Howard Dean a contribué à ramener sous le feu des projecteurs les forces progressistes du parti. Si Dean a surtout misé sur les jeunes, Dennis Kucinich s'est attiré les bonnes grâces des pacifistes et d'une partie des écologistes qui avaient voté pour Ralph Nader il y a quatre ans. De plus, le groupe «Progressive Democrats of America» a été fondé à Boston, et si celui-ci fait campagne en faveur de Kerry, il a d'autre part comme objectif de transformer le parti démocrate en une force politique fondée sur l'écologie, la justice sociale et les valeurs démocratiques.

Quel est le rôle des communautés (juives, noires, latino, etc.) dans le succès du parti démocrate? Dispose-t-il de leurs voix?



Aux Etats-Unis, les minorités noire et latino sont traditionnellement plus démocrates, mais cette tendance tend de plus en plus à s'estomper. Bush, qui vient du Texas, est en train d'investir beaucoup d'énergie et de moyens pour obtenir les votes des latinos, surtout en Floride, un Etat qui a été décisif lors de la dernière élection présidentielle. La communauté juive est elle aussi traditionnellement plus proche des démocrates, mais comme dit auparavant, aucun vote n'est prévisible à l'avance.

Il y a quatre ans, la candidature de Ralph Nader, estampillé écologiste, avait été l'un des facteurs parmi d'autres expliquant l'échec d'Al Gore. Quel est son potentiel électoral?

Comme il y a quatre ans, Ralph Nader, le paladin des consommateurs américains, est candidat à la présidence. Les sondages indiquent qu'ils pourraient obtenir 3 à 6% des suffrages. Il est surtout craint par les démocrates, parmi lesquels beaucoup sont convaincus que si Nader ne s'était pas présenté il y a quatre ans, Al Gore l'aurait emporté. Au niveau local, Nader rencontre de nombreuses difficultés. Dans certains

Etats, comme le Missouri ou l'Arizona, il n'a pas recueilli suffisamment de signatures pour présenter sa candidature. Quoi qu'il en soit, il devrait être en lice dans au moins 25 des 50 Etats membres de l'union, dont la Floride. La bataille menée par Nader a pour but, entre autres, de créer une troisième force à opposer aux partis démocrate et républicain. Il s'agit aussi d'une bataille en faveur du pluralisme démocratique.

Quel est le rôle des syndicats dans l'élection présidentielle? Constituent-ils un soutien «naturel» au parti démocrate?

L'Alf-CIO, la principale organisation syndicale américaine (elle regroupe plus de 13 millions de travailleurs), soutient J. Kerry et fait campagne depuis des mois afin de convaincre ses membres de se rendre aux urnes et de voter contre Bush. Le rôle des organisations de travailleurs est effectivement important pour le candidat démocrate. Les syndicats veulent battre Bush qui durant ces quatre dernières années a fait adopter de nombreuses lois contraires aux intérêts des travailleurs. L'arrivée d'un candidat démocrate à la Maison Blanche pourrait changer beaucoup de choses.

DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# Informer, contester, agir: les mouvements alternatifs américains

*Révéle au grand jour lors du sommet de Seattle en 1999, le monde alternatif américain étonne à la fois par sa créativité et sa diversité.*

Le 30-N 1999 est devenu une référence incontournable pour le mouvement altermondialiste américain et mondial. Ce jour-là s'affrontaient dans les rues de Seattle des milliers de militant-e-s syndicalistes, socialistes, anarchistes, des activistes écologiques et toutes sortes de croyants avec les forces de l'ordre. Les images ont fait le tour du monde en montrant l'existence d'un puissant mouvement alternatif aux Etats-Unis.

## POUR UNE INFORMATION LIBRE

Une des conséquences majeures de Seattle a été la mise sur pied d'un réseau d'informations indépendantes. En effet, c'est à partir du Centre d'Informations Indépendantes créé à l'occasion des mobilisations de 1999 que naît *Indymedia* ([indymedia.org](http://indymedia.org)) qui possède aujourd'hui des antennes dans de nombreux pays et dans tous les continents. La création de ce réseau à partir des Etats-Unis vient s'ajouter à une série d'autres sources d'informations – souvent de très haute qualité. Parmi elles, le journal *dissent* ([www.dissentmagazine.org](http://www.dissentmagazine.org)) publié depuis 1954, le journal *Mother Jones* qui paraît six fois par année ([www.motherjones.com](http://www.motherjones.com)), la publication bimensuelle *New Politics* ([www.wpunj.edu/newpol/default.htm](http://www.wpunj.edu/newpol/default.htm)), le site d'information *truthout* ([www.truthout.org](http://www.truthout.org)) ou encore l'hebdomadaire de gauche *The Nation* ([www.thenation.com](http://www.thenation.com)).

«Et Bush pensait que Saddam avait une arme de destruction massive!»

## MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES: DE LA LUTTE LOCALE AUX ENJEUX GLOBAUX

Mais Seattle fut aussi un tournant pour les mouvements écologistes américains. Ainsi, le *Sierra Club*, une des plus anciennes associations de protection de la nature et qui compte plus de 600'000 membres, a été très active dans l'organisation des manifestations de 1999. Mieux, le mouvement écologiste a saisi, suite à ces événements, la nécessité de prendre en compte dans leur réflexion les conséquences des changements économiques mondiaux sur l'environnement, bref d'entrer dans le débat sur la globalisation. Autre exemple d'une telle évolution: la *Sweetwater Alliance*. Né en octobre 2002, ce mouvement s'est constitué en réaction aux projets de la firme *Ice Mountain*, une filiale de *Nestlé*. Cette dernière avait dans l'idée de mettre en bouteille, code barres inclus, les eaux du bassin des Grands Lacs à la frontière entre Etats-Unis et Canada et qui représente la première réserve d'eau douce du monde. Contre ce projet, une association membre de la *Sweetwater Alliance*, le *Michigan Citizens for Water Conservation* (MCWC) a fait campagne à



coups d'actions directes, mais aussi devant les tribunaux pour stopper le pompage des eaux du lac Michigan par la *Ice Mountain*. Après une décision favorable à l'arrêt des activités de la succursale de *Nestlé* en novembre 2003, le gouverneur de l'Etat du Michigan a décidé, sous pression de la multinationale suisse, de surseoir à l'interdiction de pompage durant la période d'appel en cours, *Ice Mountain* ayant recouru contre la décision de novembre 2003. L'issue de cette procédure reste incertaine, mais la campagne de MCWC a ainsi démontré la formidable capacité de mobilisation des habitants et habitantes de la région du lac Michigan et à susciter également une réaction plus large de la *Sweetwater Alliance* contre la course au profit des multinationales à une échelle mondiale.

## MOUVEMENTS LGBT: LA FÊTE À LA FIERTÉ

Plus que tout autre mouvement, celui pour le droit à la libre orientation sexuelle (gays, lesbiennes, bisexuel-les et transsexuel-les, ou GLBT) a été aux Etats-Unis l'un des plus réprimés et, paradoxalement, est devenu l'un des plus applaudis. En témoi-

gnent les millions de manifestants et manifestantes qui aujourd'hui défilent chaque année au rythme de toutes sortes de musique aux Etats-Unis, mais aussi en Suisse comme ce fut le cas à Genève cet été. Mais cette fête de la Fierté (*Pride*, et non «*Gay Pride*» puisqu'il s'agit d'une fierté affichée pour toutes les différences sexuelles) a débuté dans la répression. En effet, en juin 1969 à New York, à une époque où les homos étaient traités de «cafards», ces derniers ont décidé de ne plus se laisser marcher dessus. Et la police réprima: trois jours d'émeutes autour d'un bar homo devenu aujourd'hui un mythe: le *Stonewall Inn*. L'année suivante, la première *Pride* était organisée et le mouvement GLBT trouvait là l'occasion de crier sa différence et sa fierté. Depuis beaucoup de chemin a été parcouru pour la reconnaissance à la libre orientation sexuelle, même si dans les faits un des combats les plus centraux de ce mouvement est loin d'être gagné dans les Etats-Unis de George W. Bush: le droit au mariage civil pour les personnes de même sexe. En Suisse aussi d'ailleurs.

## DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# Moore, Springsteen et l'Amérique populaire

Par Pierre-Yves Maillard.

«Des hommes qui marchent le long des rails de chemin de fer. Qui vont quelque part d'où on ne revient pas. Des patrouilles de police à moto passent sur la crête. De la soupe chaude sur un feu de camp en dessous du pont. Une bande de protection tendue autour du coin de la rue. Bienvenue dans le nouvel ordre mondial.»

Ces paroles écrites en 1995 ouvrent «The Ghost of Tom Joad», disque écrit par Bruce Springsteen, où il est question d'exploitation des immigrés clandestins mexicains, de restructurations industrielles et de désespoir ouvrier. Les démocrates ne prononçaient plus une seule parole de gauche, la classe ouvrière n'existait plus selon les experts, la nouvelle économie avait mis un terme à l'histoire. C'est chez un

chanteur de rock qu'il fallait chercher pour trouver une critique profonde, précise du modèle de société, injuste et disciplinaire, qui se mettait en place, dans un climat d'anesthésie générale. Les tournées du «boss» suivies par des centaines de milliers de personnes permettaient aux couches populaires américaines de se sentir encore exister quelque part.

«Shame on you, Mr Bush!». Par ces paroles prononcées lors d'une cérémonie des oscars, Michaël Moore fissure le moule de bronze dans lequel s'est coulé le consensus médiatique après le 11 septembre. Il vient d'élargir la fissure par ses propres moyens avec son «Fahrenheit 9/11» qui dénonce enfin de façon systématique l'horreur politique qui s'est installée dans la première puissance mondiale sous la présidence usurpée du sinistre George Bush junior.

La critique européenne a réagi à ce film d'une manière stupéfiante. On n'apprendrait rien de nouveau, le propos serait trop unilatéral, ce ne serait pas vraiment du cinéma. Le monde a dû endurer pendant des mois une propagande mensongère pour qu'une guerre soit déclarée lors de laquelle des dizaines de milliers d'existences ont été abrégées ou mutilées. Cette propagande meurtrière a servi à enrichir une caste au mieux cynique, au pire démente. Les faiseurs d'opinion estiment que tout cela est connu, mais ils exigent que la thèse et l'antithèse soient en équilibre, que le ton soit «différencié», comme le disent les médias bushistes!

Et, évidemment, on apprend des choses dans le documentaire de Moore. Bush s'adresse à un parterre de super-riches et il leur déclare: «vous êtes

ma base». Mais c'est dans les quartiers pauvres que les sinistres recruteurs de l'armée américaine vont faire leur sale boulot. Dans des quartiers à 20% de chômage, ils jouent sur du velours.

Moore informe, fait des liens, donne à comprendre. Springsteen fait exister ceux qui n'existent pas. Il dit: vous n'êtes pas seuls, vous êtes les plus nombreux. Ce sont des artistes populaires, comme la gauche devrait l'être. Indépendants et libres. Face à ce pouvoir odieux, ils ont décidé de s'engager, simplement et efficacement, de prendre des coups et des risques. Moore a fait un grand film et Springsteen part en tournée, «pour le changement». Ils sont ce que les intellectuels d'Europe ne sont plus depuis longtemps. Ils nous donnent des raisons d'espérer.

## Moore le pamphlétaire

Par Géraldine Savary.

Michael Moore est gros, barbu, mal léché. Il porte une casquette d'Américain moyen, il mange des hamburgers et aime aller au cinéma avec un paquet de pop-corns. Il n'a pas le look branché des intellectuels du gauche, il parle clair et franc sans parsemer son discours de citations abscones, il préfère les westerns et les séries américaines aux grandes œuvres littéraires. En plus, il gagne beaucoup, beaucoup d'argent.

Pareil pour son film *Fahrenheit 9/11*. La charge contre George Bush est massive, les raccourcis narratifs grossiers, le propos frappe là où ça fait mal. C'est un film anti-bush, anti-guerre, anti-capitaliste aussi. Un film primaire; un succès populaire. Ce qui

a fait dire à certaines fines bouches que le film de Michael Moore est truffé d'inexactitudes ou plus insultant, qu'il s'apparente à de la propagande nazie.

La critique tient au mieux de la condescendance au pire de la mauvaise foi la plus crasse. Car l'outrance du film est à la mesure de ce qu'elle dénonce. La forme rejoint le contenu. Et du coup, le film de Michael Moore commence là où souvent s'arrête le journalisme, il se libère des codes du documentaire, s'échappe volontairement des frontières entre fiction et information, tragédie et comédie, art et politique. Michael Moore fait œuvre de cinéma. Un cinéma engagé et pamphlétaire. Un cinéma qui place une loupe grossissante là où les puissants souhaitaient

cachier leurs petits secrets. Un cinéma qui donne la parole à des gens tellement vrais qu'ils ont l'air de jouer leur propre rôle, un cinéma qui raconte un pays, ses grandeurs et ses décadences. Et surtout un cinéma qui offre le rire comme dernier rempart à la guerre.

La méthode n'est pas nouvelle, elle est juste empoussiérée. Le cinéma est pourtant plein de ces œuvres solitaires, de ces pamphlets qui deviennent l'arme des désespérés, des sans-voix ou des sans-grades. On les a juste un peu oubliées. Chris Marker, William Klein ou Ken Loach qui racontent d'une voix engagée les turbulences des années septante, la misère du monde ou les silences des gouvernants. Ailleurs, en France, Jean Rouch et ses films sur l'Afrique noire.

Plus près de chez nous, les œuvres des cinéastes Dindo ou Brandt qui dressent mieux que personne le portrait d'une Suisse des inégalités. En ce sens, le film du Michael Moore ressuscite une certaine forme de cinéma engagé en même temps qu'il condamne, avec les armes à disposition, le mensonge d'un gouvernement tout-puissant.

**P.S. A rappeler aussi la sortie du film de Raymond Depardon, 10<sup>e</sup> Chambre, instants d'audience, un extraordinaire documentaire sur la justice. A Lausanne, le Zinéma a profité de la sortie de ce film pour faire voir et revoir le film du cinéaste sur la campagne électorale de Valérie Giscard D'Estaing. Dans les deux cas, à ne manquer sous aucun prétexte.**



## DOSSIER : LA GAUCHE AU PAYS DU MACDO

# «Si Dieu avait voulu que nous votions, il nous aurait donné des candidats.»

*Les campagnes électorales américaines se caractérisent par la faiblesse du débat politique.*

Les élections présidentielles américaines de 2000 opposaient le vice-président de Clinton, le démocrate Al Gore, à George Bush junior, l'actuel président républicain. Il n'y avait pas de différence marquante entre les projets politiques des deux candidats. Le premier avait recueilli 220 millions de dollars dans le monde des affaires pour soutenir sa campagne, le second 170. Tous les deux s'étaient déclarés en faveur de la peine de mort, pour le maintien d'un appareil militaire important; ils approuvaient tous deux la reconduction des sanctions contre Cuba et l'Irak, ne s'opposaient ni l'un, ni l'autre à la fabrication des mines antipersonnel. Aucun des deux n'avait de réel programme de réforme du système de santé américain – rappelons qu'aujourd'hui 44 millions d'américains n'ont pas d'assurance maladie – aucun n'avait de projet de construction de logements sociaux.

Bush gagna les élections sur une décision de justice, sans que l'on ne sache jamais qui avait finalement été élu. Il pratiqua pendant 4 ans une politique militariste et ultra-libérale, au bénéfice exclusif des milieux d'affaires qui – entre autres – provoqua la mort

de nombreux civils afghans, irakiens, augmenta les inégalités sociales dans une mesure rarement égalée depuis plus de cent ans, et suscita d'importantes critiques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

## UNE ÉLECTION SANS DÉBATS DE FOND

De nouvelles élections présidentielles auront lieu cet automne aux USA. Elles opposeront le vainqueur du «coup d'état légal» de 2000 à un Sénateur démocrate de 61 ans, John Kerry. Depuis quelques mois, la campagne est lancée. Elle se caractérise par l'absence criante des débats de fond: le devant de la scène médiatique est occupé davantage par les personnalités et les parcours des deux candidats que par les réels enjeux électoraux. Un observateur attentif des déclarations électorales de l'un et de l'autre noterait probablement que celles-ci sont inspirées par une tactique électorale populiste et sans faille, avantageusement mise en scène, beaucoup plus que par une quelconque cohérence programmatique.

L'absence de tout enjeu dans les débats médiatiques

autour de l'élection présidentielle américaine ne date pas d'hier: à propos de l'élection présidentielle Grover-Cleveland en 1884: un chroniqueur incisif de l'époque déclarait déjà: «*Le plus amusant, c'est que personne ne traite des vrais problèmes. Il y a une sorte de consensus pour les laisser de côté. Nous avons trop peur d'en parler. Au lieu de cela, la presse s'est lancée dans un débat hilarant pour savoir si M. Cleveland a – oui ou non – un fils illégitime et s'il a – oui ou non – plus d'une maîtresse.*» Plus que d'une coïncidence, cette citation témoigne d'une quasi-constante de la politique américaine: la situation politique particulière – domination sans contestation possible de deux partis au plan fédéral – permet avant même les élections de désamorcer toute déviation trop «extrémiste» de l'un ou l'autre des deux camps en présence, tout en assurant aux mouvements contestataires d'être finalement amenés à soutenir le moins mauvais des deux candidats.

Quant aux élites dirigeantes, elles subventionnent chacun des deux partis – via leurs entreprises. Conséquence de cette situation délétère: les taux d'absentéisme aux élections américaines

sont élevés: en 2000, une moitié des électeurs et électrices – issue en majorité de la population à bas revenu – ne s'est même pas déplacée pour voter. Un autocollant a fleuri sur les pare-chocs des voitures pour ironiser sur cette situation: on y lit «*Si Dieu avait voulu que nous votions, il nous aurait donné des candidats.*»

## BLANC BONNET – BONNET BLANC ?

Comme lors de l'élection de 2000 cependant, ce qui frappe au-delà du très faible niveau des débats politiques qui agitent cette campagne à paillettes, c'est la ressemblance des positions politiques des deux candidats, notamment en matière de politique extérieure: John Kerry a soutenu les interventions militaires à l'étranger menées par son pays. Il approuva en 1989 l'invasion de Panama par 26'000 soldats américains, au cours de laquelle plusieurs centaines, peut-être quelques milliers de civils panaméens trouvèrent la mort. Il approuva également l'intervention américaine en Haïti. Kerry doit en outre se concilier une clientèle juive, importante pour le parti démocrate: il soutient dès lors bruyamment la politique musclée menée par Sharon dans les territoires palestiniens. Il a fait preuve de beaucoup d'hésitations au sujet de la politique américaine en Irak.

Bénéficiant du soutien officiel de tout ceux qui déplorent la politique du président actuel, celui qui apparaît comme «l'anti-Bush» risque bien de réussir son élection. Souhaitons qu'il tienne ses promesses à propos d'une «*Amérique qui a du chemin à faire [...] en matière de justice, d'équité et de solidarité ?*».

## LE PARTI SOCIALISTE AMÉRICAIN

Le parti socialiste américain a été fondé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle au moment des nombreuses grèves ouvrières. A son apogée, le parti socialiste a compté un peu plus de 100'000 membres au début du 20<sup>e</sup> siècle. Lors de l'élection présidentielle de 1912, son candidat, Eugene Debs, figure centrale du mouvement ouvrier américain, a obtenu 6% des voix, meilleur score jamais atteint.

Beaucoup plus tard, le parti s'est scindé en deux branches lors de la guerre du Vietnam: les *Democratic Socialists of America (DSA, www.dsasusa.org)* et les *Social Democrats USA*, proche de la droite sociale-démocrate blairiste. Les deux partis sont membres de l'Internationale socialiste. Le DSA, qui compte environ 10'000 membres, est sans doute le plus proche du Parti socialiste suisse. Une grande partie des dirigeants de la centrale syndicale AFL-CIO sont membres ou proches du DSA. Par ailleurs, une douzaine de représentants de la fraction démocrate du Congrès sont membres du DSA. Il existe d'autres courants socialistes, mais qui restent plus marginaux.

Olivier Longchamp

# L'implacable logique du non-droit en terre vaudoise

**Pages de gauche se rallie résolument au combat mené dans le canton de Vaud contre l'expulsion des requérant-e-s d'asile débouté-e-s. Le document publié ci-dessous montre le fonctionnement révoltant d'un Etat qui entend appliquer une politique relevant du non-droit.**

Révéle dans la presse romande grâce à une fuite, le procès-verbal d'une séance de la «Cellule de crise concernant les renvois de requérants» tenue le 20 août 2004 permet de se plonger dans l'univers d'un Etat prêt à briser des vies au nom de sa propre logique inhumaine, amoral et illégale. Car, en effet, du point de vue du droit international, l'expulsion de personnes vers des pays où existe un risque réel pour leur intégrité est inadmissible (principe de non-refoulement).

Nous publions ce document en intégralité. Les indications mises entre [ ] sont de la rédaction. Elles servent à améliorer la compréhension.

**Réd.**

## LE PROCÈS-VERBAL

**«I. Mesures prises par le SPOP [Service de la population] pour les premières opérations**

M. Terribilini [secrétaire général du Département des Institutions et des relations extérieures du canton de Vaud (DIRE)] rappelle le bon déroulement du dossier (prévention de la police en vue d'une occupation illicite d'établissement public et conférence de presse) et remercie tout particulièrement la Polcant [Police cantonale] et le SPOP.

**II. Mesures préventives à prendre quant à une forte probabilité de radicalisation des divers mouvements par la suite**

En préambule, le SPOP rappelle qu'à ce jour (vendredi 20 août 2004 à 14h.), il y a 20 inscriptions au programme d'aide au retour. Par contre, 80 personnes ont vu leur délai échu sans avoir manifesté un intérêt pour le dit programme. **Avant de dévoiler la stratégie des renvois, il est rappelé que tous ces éléments sont CONFIDENTIELS** [en gras et en majuscules dans l'original].

La stratégie du SPOP est de fixer rapidement des vols afin de donner un signal incitatif aux requérants d'asile (RA) qui peuvent encore

s'inscrire au programme. Ainsi, il est prévu pour le vendredi 27 août 2004:

Un vol spécial pour 7 RA adultes sera organisé et les intéressés n'en seront pas informés. La police viendra donc les chercher le matin, muni d'un ordre de perquisition, afin de les accompagner à l'aéroport de Zurich.

Trois familles (14 personnes) ont déjà reçu un plan de vol pour la même date (eux embarqueront sur un vol de ligne). Ces RA sont donc au courant qu'ils doivent prendre un avion. Cependant, la police s'assurera dans la matinée du 27 ct., que ces personnes sont parties. Dans le cas contraire et s'ils sont à leur domicile, le père de famille sera mis en détention LMC [Loi sur les mesures de contrainte] dans le but de préparer rapidement un deuxième vol.

M. Dürst [chef de la division asile] tient à rappeler que ces cas ne sont pas, à l'évidence, des cas «faciles». En effet, certains RA ont déjà un long séjour dans notre pays. Par conséquent, on peut s'attendre à une forte mobilisation des mouvements dès la connaissance de l'opération.

La BRES [Brigade de renseignement étrangers/sécurité] a déjà demandé l'aide de la gendarmerie pour cette opération. Par ailleurs, selon les renseignements dont dispose la police, il semblerait que les mouvements sont intéressés par l'occupation de l'église de St François (peut-être dès le 24 août). Les forces de l'ordre vont donc renforcer leur dispositif à cet endroit. La Polcant se renseignera au sujet du propriétaire de l'église (commune ou canton?). De manière générale, faute de personnel, la police va privilégier les opérations de renseignements au détriment de la surveillance propre.

Le SPOP insiste sur le fait qu'il faut transmettre aux RA, lors de toutes arrestations en vue de refoulement, la note informative au sujet de la détention LLMC.

**III. Mesures de communication à préparer à ce sujet**

La cellule de crise est d'avis que la journée du 27 août 2004 doit être suivie par une communication active qui informerait sur: les opérations du jour; le bilan du programme d'aide au retour.

Cette communication pourrait se faire sous la forme d'un communiqué de presse en début d'après-midi (alors que les RA sont déjà à l'aéroport).

Se pose la question de savoir si les informations touchant au passé pénal [des requérants d'asile] peuvent être plus précisément divulguées publiquement. M. Terribilini, après avoir consulté oralement le SJIC [Service de la justice, de l'intérieur et des cultes], nous apprend que tout jugement pénal est public (attention les ordonnances d'un Juge d'instruction ne constituent pas un jugement public), sauf exception – mœurs, protection de la victime – où le huis clos serait requis. L'information y relative peut donc être librement transmise. En effet, dans un tel cas, la question de la protection de la personnalité (art. 28 CCS [Code civil suisse]) ne s'applique pas, les faits allégués étant avérés (ces informations ont été connues après la séance).

**IV. Etat des discussions avec les députés concernées quant à la création d'un groupe de contact chargé de**

**suivre les opérations et préparation de la deuxième séance**

M. Terribilini nous apprend que M. Mermoud [chef du DIRE à titre intérimaire], M. Dürst et lui-même reçoivent le groupe d'observateurs, formé par des députés, le mardi 24 août 2004.

La Polcant est claire, il est exclu que les députés puissent participer à une opération de police. En effet, dans ce genre d'intervention trop de dangers sont présents pour tolérer la présence de personnes extérieures.

Par contre, les forces de l'ordre sont d'accord de faire visiter leurs bâtiments et d'expliquer des mesures concrètes d'opérations. Le SPOP va dans le même sens concernant l'ouverture de leurs locaux. Il est même question d'organiser une visite au CVR [Service de conseils en vue du retour] à la FAREAS.

Le SPOP est d'avis qu'il faut signaler aux députés, entre autres:

que des départs sont fixés le 27 août 2004; que d'autres vols seront fixés et qu'il n'est pas exclu d'utiliser les mesures de contrainte; qu'ils tiennent compte des cas spécifiques (par ex: familles avec enfants = connaissances des vols afin qu'elles s'organisent / célibataire = effet de surprise).»

## ASILE: LA FIN DE L'EXCEPTION VAUDOISE



# Guerre de succession à la Ville de Fribourg

Par François Amstutz.

Dans la torpeur de l'été, une joute politique a animé les moites soirées de la Ville de Fribourg. Las! Le soufflé est malheureusement retombé du mauvais côté, telle une tartine fraîchement beurrée.

Pour la première fois, le parti socialiste de la Ville de Fribourg pouvait espérer remporter la syndication. Tout y poussait. Un syndic démo-chrétien avait démissionné pour aller répandre sa «bonne parole» au niveau fédéral, un vice-syndic socialiste

apprécié par la gauche et par la droite (c'est rare!), Pierre-Alain Clément, flanqué d'une acolyte pugnace, Marie-Thérèse Maradan Ledergerber, et surtout une opposition faible et divisée. Deux démocrates chrétiens falots (un nouveau encore mouillé derrière les oreilles et un ancien plutôt pâlot) et un radical affaibli par les résultats catastrophiques lors des dernières élections.

Le seul prétendant de la droite, le PDC Jean Bourgnicht, a poussé dans l'ombre de Dominique de Buman, le Napoléon au petit pied de la droite fribour-

geoise, bien connu pour sa propension à se placer tout devant sur les photos. Autant dire qu'il ne restait que peu de place pour grandir au syndic finalement élu, dont les méchantes langues disent qu'il possède trois qualités: il est gentil, travailleur et dépourvu du sens politique pouvant faire de l'ombre à son ancien collègue.

Les socialistes avaient aussi savonné le terrain. Les conseillers élisant eux-mêmes leurs «autorités», ils proposaient la vice-syndication au radical Claude Masset s'il votait

pour P.-A. Clément. Le vice-syndic putatif a fait montre dans cet épisode de son esprit de décision coutumier. Il a fallu en effet quinze tours et plus de trois heures pour qu'il se décide enfin à rejoindre la droite traditionnelle.

Est-ce une bonne affaire pour cette dernière? Mmh... Avec des personnalités du calibre actuel, il risque d'y avoir de la casse à droite lors des élections, dans deux ans. Un rouge vert pourrait se glisser dans le Conseil communal. Mais, tapie dans le paysage fribourgeois, l'UDC rôde...

## Le Locle: quelques chantiers politiques en cours

*L'exécutif du Locle, résolument ancré à gauche, trace les grandes lignes d'une politique progressiste. Démonstration.*

Par Florence Perrin-Marti, municipale socialiste au Locle.

La population locloise a porté au Conseil communal (exécutif) de la ville une majorité de gauche lors des dernières élections. Aujourd'hui, une politique résolument à gauche s'amorce.

Premier enjeu: le renforcement de la collaboration entre le Locle et la Chaux-de-Fonds. C'est en effet lors de la précédente législature que les autorités législatives et exécutives du Locle ont montré la volonté de regrouper leurs forces avec la Chaux-de-Fonds. Aujourd'hui, une étude est en cours et devrait permettre de poursuivre sur des bases solides la collaboration entre ces deux villes. Ainsi à l'orée 2008, et conformément à la nouvelle politique fédérale, les deux villes formeront une agglomération de plus de 50'000 habitants et habitantes. Bien sûr, c'est

dans le cadre d'une réflexion sur la collaboration au niveau cantonal que le renforcement entre les villes de la Chaux-de-Fonds et du Locle se poursuit. A noter aussi que cette dernière suit d'un œil avisé le dossier du Réseau urbain neuchâtelois (RUN), un réseau qui réunira le canton et les trois principales villes de celui-ci dans la mise sur pied d'une nouvelle organisation politique sur le territoire et la mise en commun des forces mais aussi des richesses générées par notre travail.

Au niveau local, une série d'enjeux importants attendent les 10'500 habitants et habitantes. Déjà riche de plus de 6500 places de travail, le Conseil communal désire offrir à de futurs acquéreurs un nouveau quartier à construire tout en respectant le sens du développement durable. D'autres projets sont en cours. Tout d'abord, la construction du bâtiment Cifom-Auto, futur lieu

de formation pour les jeunes dans le domaine automobile et qui permettra ainsi de regrouper, dans les Montagnes neuchâteloises, toutes les formations techniques au Locle. Ensuite, est prévue une série d'investissements liés à l'entretien du patrimoine technique, comme dans le secteur de l'épuration des eaux. Enfin, au rayon sport et culture de notre ville: la couverture de la

patinoire et l'amélioration des offres culturelles, avec par exemple la Foire du Livre.

Le Conseil communal prolongera l'effort financier de ces dernières années: diminuer la dette, augmenter la fortune propre de la ville et, malgré le peu de marge de manœuvre à disposition, promouvoir l'attractivité de notre ville pour toutes et tous.

### EN BREF

#### Secret bancaire sauce cantonale

**Avis aux libéraux de tous les partis cantonaux, une ligne est à ajouter à vos programmes respectifs. Membre de la très libérale Société du Mont-Pèlerin, la professeur d'économie internationale à l'Université de Genève, Victoria Curzon Price, veut désormais ancrer le secret bancaire dans les constitutions cantonales. Rien de moins. Argument: l'Union Européenne devrait ainsi discuter non plus avec Berne, mais directement avec chaque canton suisse... Presque drôle.**

Source: Economic Affairs, juin 2004.



# FORDE, espace d'art contemporain

*Le centre culturel autogéré de l'Usine à Genève, fondé en 1989, contient en ses murs Forde, un espace d'art contemporain. Celui-ci permet d'exposer des œuvres d'artistes indépendamment des règles du monde de l'art, une occasion à saisir pour une pratique culturelle politiquement engagée.*

Par Donatella Bernardi.

Grâce à une subvention allouée par le Département des affaires culturelles de la Ville de Genève, Forde (100 m<sup>2</sup>) programme et produit des expositions en dehors de toutes contraintes commerciales ou institutionnelles. Tous les 18 mois, le comité remet en jeu sa «carte blanche», particularité fondamentale de l'association: elle implique une liberté totale en vue de la réalisation de projets collectifs ou individuels. Une vocation qui se revendique de l'altermondialiste.

Pour celle, celui ou ceux que le comité élit à la direction de l'espace d'art contemporain, Forde deviendra un terrain d'expérimentation unique qui requiert des facultés multiples (intellectuelles, artistiques, humaines et administratives). Aussi, la direction de Forde implique d'office l'appartenance au collectif Usine, et on a parallèlement l'opportunité d'accéder rapidement à un ou plusieurs réseaux de partenaires dans le domaine de l'art contemporain local et international.

Fondé en 1994 par trois artistes, Forde a été confié jusqu'ici à des historiens de l'art, des artistes,

des critiques, des autodidactes et un producteur culturel.

Par exemple, le dernier mandat (juillet 2002-04) a fait l'objet d'une gestion collective par trois artistes. Leur programmation a principalement consisté d'une part à interroger la récupération et le détournement d'une «industrie de la culture» pour en énoncer une critique ou en utiliser les produits en vue d'une production personnelle et d'autre part à problématiser la pratique culturelle politisée ou activiste en regard de l'importance des technologies digitales.

## UNE PROGRAMMATION CONTEXTUALISÉE

L'emplacement de Forde au sein d'un centre culturel autogéré né du «mouvement alternatif» genevois a encouragé notre intérêt pour les mouvements sociaux et des formes d'activisme local et international. Nous nous sommes non seulement mobilisés pour activer un réseau de proximité, mais avons aussi contacté des partenaires plus éloignés.

À l'instar des personnes chargées de la programmation, Forde peut représenter une étape décisive dans le parcours d'un

artiste, en lui donnant la possibilité d'expérimenter un espace d'art, sa structure et son public. Un souci pour une représentation équitable de nos congénères et de son public a favorisé l'exposition collective. D'un certain point de vue, Forde est destiné à promouvoir les prota-

gonistes d'une jeune scène artistique locale, par la production et l'exposition de leurs travaux.

**Pour plus d'informations:**  
[www.forde.ch](http://www.forde.ch) – **Publication:**  
«A4, Forde production 2002-04»,  
132 p., 35 CHF port compris

## GLOBALIA: POUR UN AUTRE ALTER-ROMAN

Oh certes, le Rufin ça se lit bien. Et facilement en plus, avec ce style tout en rondeur qui vous fait avaler près de 500 pages à la vitesse grand V. Une histoire toute jolie, genre science fiction, rubrique «voilà ce qui vous attend». Au programme? Un hémisphère nord où règne une démocratie parfaite – où le 98% de la population s'abstient, mais consomme à outrance – avec comme su-sucré, la liberté de tout dire, tout faire et tout penser sous une cloche de verre où le temps est toujours au beau fixe. Un monde où la peur est instaurée par le haut pour mieux contrôler ceux et celles d'en bas: la lutte contre le terrorisme est donc omniprésente. Un monde aussi auquel des presque rebelles – Baïkal, Kate et Puig – veulent échapper, direction les non-zones. Au Sud évidemment. Ajouté à cela, une pincée d'atmosphère à la Orwell et l'estampillage est garanti: «*Globalia* = bible des altermondialistes».

Le hic, c'est que l'on s'y endort. Le récit rebondit parfois sur de petits gags – des canons à beau temps, par exemple – qui agrémentent (donc divertissent) le parcours du lecteur ou de la lectrice. Mais pas de trop grosses aspérités surtout. Pas non plus cette méchanceté ironique et destructrice de 1984. Pire, on a bien du mal à percevoir chez nos rebelles (*without a cause*) le ferment d'une radicalité politique aux confluent de la solidarité et de la convivialité entre êtres humains. A moins que cela ne soit celle qui se décrète en compagnie de Dominique de Villepin dans les salons du Quai d'Orsay, à Paris... YS  
*Jean-Christophe Rufin, Globalia, Gallimard, 2004, 495 pages.*

## Ils l'ont dit...

*L'UDC Valais va envoyer une délégation au Vatican pour interpellier le nonce apostolique et le Pape contre l'utilisation du manuel d'enseignement religieux Enbiro. Une rencontre entre le Pape et Oskar Freysinger, voilà qui promet!*

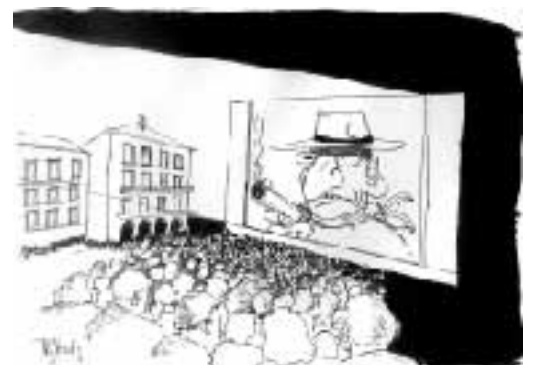
*Martin Chevallaz, candidat UDC au Conseil d'Etat vaudois, a vite ressenti un besoin d'émancipation: «C'est pour me construire moi-même, plus libre, plus fort, que je me suis engagé très jeune dans la carrière militaire». Une forte personnalité, ce Chevallaz!*

*Hans-Rudolf Merz veut sabrer 40% du budget fédéral. Notre grand argentier est cependant conscient de ses limites: «On ne peut pas chambarder l'Etat d'un coup de baguette magique. Personne n'a jamais pu le faire. Même Napoléon n'a pas réussi à transformer complètement notre pays». Nous voilà rassurés!*

*On laissera le mot de la fin à George W. Bush: «Donnez-moi quatre ans de plus, et les Etats-Unis seront plus sûrs, meilleurs et plus forts». On demande à voir. Ou plutôt non!!!*

Alexandre Mariéthoz

## CINÉMA SUISSE: RÈGLEMENTS DE COMPTES SUR LA PIAZZA GRANDE



# Patti Smith

The power to dream / to rule  
To wrestle the world from fools  
It's decreed the people rule  
It's decreed the people rule  
LISTEN  
I believe everything we dream  
Can come to pass through our union  
We can turn the world around  
We can turn the earth's revolution  
We have the power  
People have the power...

*Le pouvoir de rêver / de gouverner  
Pour lutter contre le monde des imbéciles  
Il est tant de décréter que le peuple gouverne  
Il est tant de décréter que le peuple gouverne  
ECOUTEZ  
Je crois à tout ce que nous rêvons  
Tout peut se réaliser grâce à notre union  
Nous pouvons faire changer le monde  
Nous pouvons faire la révolution de la terre  
Nous avons le pouvoir  
Le peuple a le pouvoir...*

**Patti Smith, poétesse et chanteuse rock, née le 30 décembre 1946 à Chicago, fille aînée d'une famille de travailleurs modestes.**



## AGENDA

### 3 – 25 septembre

Exposition de photos Memoria, la guerre oubliée en Colombie. Organisation: Amnesty International. Place de l'Hôtel de Ville, Vevey.

### 9 – 12 septembre

Université d'été 2004 d'ATTAC-Suisse. Vernamiège (VS).

### 10 septembre

«Les rencontres de la solidarité» – Soirée d'information consacrée au thème du micro-crédit. 19h45, auditorium de la HEVs, Sierre.

### 10 septembre

«Croissance = Insécurité?» – Débat public. 18h00, rue du Mont d'Or 5 et 7, Lausanne.

### 11 septembre

Inauguration du nouveau Tir Groupé. Dès 16h00, rue du Mont d'Or 5 et 7, Lausanne.

### 11 septembre

Journée consacrée à la Colombie – Conférence – Journée culturelle. Org.: Amnesty International. 12h00-22h00, salle de spectacles de l'école catholique, avenue Nestlé 15, Montreux.

### 23 septembre

Film «La stratégie de l'escargot», de Sergio Cabrera. 20h30, Cinéma de Chexbres (VD).

### 26 septembre

Votations fédérales.

### 1<sup>er</sup> octobre

Congrès du Parti Socialiste Neuchâtelois.

### 2 octobre

Congrès du Parti Socialiste Vaudois.

JAB  
1002 Lausanne

**Pages de gauche**  
Mensuel d'opinions socialistes

## Paroles syndicales US...

«Au cœur de l'hiver 1933, nous, les gars du parti [communiste] on a organisé un grand rassemblement des chômeurs [...] Il y avait sept mille personnes, ou plus, Noirs et blancs confondus. En 1932 et 33, on s'est mis à monter des comités de chômeurs, dans différents quartiers de Birmingham. Si quelqu'un n'avait pas de quoi manger, on n'allait pas le voir pour lui dire «Pas de chance mon gars». C'était notre boulot d'aller le voir et on essayait d'arranger ça, s'il le voulait.»

**Hosea Hudson, ouvrier agricole noir de Géorgie à 10 ans, plus tard sidérurgiste. [Zinn, p. 451]**

«Beaucoup de gens étaient expulsés. L'huissier arrivait et les expulsait. Aussitôt qu'il était parti on les réinstallait. Tout ce qu'on avait à faire, c'était d'appeler Brother Hilton. On l'appelait et on lui disait: écoute, à tel et tel endroit il y a une famille à la rue. [...] le type arrivait avec 50 autres gars. On remettait les trucs où ils

étaient avant, les hommes rebranchaient l'électricité et allaient chez le quincaillier prendre un tuyau de gaz pour raccorder le four. On vous remettait les meubles juste là où ils étaient avant, c'était comme si on ne vous avait jamais mis dehors.»

**Durant la crise des années Trente... [Zinn, p. 445]**

«Vous pouviez être à votre bureau un jour quelconque du mois de mars 1937 et être appelé au téléphone. A l'autre bout du fil, une voix vous annonçait: «Mon nom est Mary Jones, je travaille chez Ligett, on a viré le directeur et on a les clefs. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ?» Après, vous accouriez sur les lieux pour négocier, et le patron vous disait: «Il est totalement irresponsable de lancer une grève avant même d'avoir revendiqué quelque chose.» Et tout ce qu'on pouvait répondre c'était «Vous avez bien raison.»

**Un responsable syndical de l'AFL [Zinn, p. 453]**